

La France dans le gouffre de l'impuissance publique : il est urgent que nos gouvernants arrêtent de privilégier leur intérêt électoral à l'intérêt général

Première partie de notre série consacrée aux réformes nécessaires au pays, mais aussi à l'Europe, pour faire face à la crise.

Avec Jean-Luc
Schaffhauser

Est-il possible, dans une série d'articles, d'aborder les réformes nécessaires au pays mais aussi à l'Europe pour faire face à la crise, peut-on mettre les partis politiques et leurs responsables actuels à l'épreuve des faits économiques qui sont aussi le résultat de leurs politiques ?

La seule manière d'aborder un sujet aussi délicat, c'est ne pas être en réaction à une politique ou à une idéologie déterminées, ce qui nous mettrait en posture partisane réactionnaire, c'est-à-dire en réaction à une idéologie ou à un parti représentant cette idéologie. Cette posture nous mettrait aussi dans l'idéologie politique et derrière cette démarche, il y aurait uniquement, comme dans la logomachie politique, la recherche du pouvoir pour remplacer les gens au pouvoir.

Mais la politique ne consiste-t-elle pas à se préoccuper avant tout de la France et des Français ? Ne s'agit-il pas avant tout d'aborder la réalité du pays ? Nous chercherons donc à éviter une telle approche partisane pour essayer une démarche très factuelle, sereine car orientée uniquement vers les problèmes de la France et les solutions possibles. Ces solutions nous espérons pouvoir les partager. Elles seront alors notre bien commun sur lequel pourra se bâtir une autre politique en vérité, l'alternance véritable qu'attendent les Français.

Nous refuserons donc les postures du libéral s'opposant au social, ou du social s'opposant au libéral. Ces positions partisans doivent être dépassées comme des démarches idéologiques au profit d'une approche bien plus complexe, globale et souveraine car indépendante face à la réalité. Il faut, par exemple, de l'offre (discours libéral) pour satisfaire la demande (discours social), mais il faut qu'il y ait une demande, un marché - et donc du pouvoir d'achat - pour qu'il ait une offre solvable ! Ford l'avait déjà bien compris en payant ses salariés pour qu'ils puissent acheter les voitures de ses usines. **Dans la réalité, offre et demande, libéral et social ne s'opposent pas, mais les deux démarches se conjuguent et sont donc complémentaires.**

Deux articles seront consacrés à la France dans la crise, financière d'abord, et crise de l'euro ensuite. La crise dans ses diverses composantes révèle bien mieux nos problèmes que par le passé. Auparavant, nous étions davantage dans l'idéologie mais la crise nous met à l'épreuve des faits ou de la réalité, elle est amplificatrice des problèmes. Une autre série de deux articles sera consacrée aux propositions de rigueur et de relance.

Après le constat et les propositions, viendra le temps d'aborder les questions relatives au cadre national et international, ainsi que des instruments de mise en œuvre de ces politiques. La connaissance des grandes politiques industrielles et du Plan, sous de Gaulle, nous sera fort utile mais il faut l'adapter au contexte actuel qui est inter-national. Il s'agira surtout de prendre conscience et donc de ne pas ignorer les dynamiques humaines sous-jacentes à l'économie. Ce sont les hommes qui font l'économie et la croissance. L'État ne peut que donner un cadre et des impulsions ; il peut construire le meilleur environnement pour renforcer, faire renaître les dynamiques humaines entrepreneuriales et sociales. **S'il le faut, il peut même momentanément se substituer à la dynamique privée défaillante, mais la crise ne peut être le prétexte à la renaissance du bolchévisme - du tout État - que certains voudraient remettre au goût du jour.** La concentration des pouvoirs politiques et économiques rime toujours avec oligarchie et fin de la démocratie, comme nous le voyons avec la finance qui a pris le contrôle du politique.

En conclusion, nous montrerons que la politique doit redonner espoir dans un autre possible et que celui-ci peut concrètement se mettre en œuvre ; il est à notre portée si la politique sait restaurer la confiance.

Des peuples de la zone euro (Grecs, Portugais, Espagnols et Italiens) sont en train de perdre tout espoir et n'ont plus confiance dans leurs responsables politiques et plus largement dans leur élite. Un peuple qui a perdu l'espoir et qui n'a plus confiance dans son élite est prêt à toutes les aventures, il croit n'avoir plus rien à perdre...

Perdre l'espoir, c'est en effet presque perdre la vie. Pour un peuple, perdre l'espoir c'est rendre problématique sa survie, car c'est l'espérance qui porte un peuple sur le chemin de l'Histoire, de son passé dans son présent, un présent qui poursuit le passé pour le porter vers l'à venir, autrement dit vers son avenir. Sans espérance, c'est la survie de nos peuples et de la civilisation européenne qui se joue. L'espérance est nécessaire à la vie, mais aussi elle constitue une finalité de la politique. L'espérance fonde les dynamiques humaines de la vie, en politique et en économie aussi. La politique doit donc redonner espoir et confiance, mais ces vertus se méritent et passent toujours par l'épreuve de la vérité. Être vrai et dire la vérité, c'est le gage d'une rupture pour une politique d'espoir et pour retrouver la confiance.

Nous, les Français attendons beaucoup de nos responsables politiques, car ils nous font croire à tort qu'ils peuvent changer - par le verbe et sans nos efforts - la réalité. Dès lors, si la réalité reste ce qu'elle est, nous sommes déçus par ces derniers. Mais peut-on parvenir à changer la réalité sans dire la vérité, sans expliquer, sans un travail pédagogique, autrement dit sans les citoyens et leurs efforts ? La véritable politique, c'est au contraire : le devoir de vérité, de pédagogie, de promotion des biens communs dans des solutions concrètes. **Sinon, et la politique actuelle le montre bien, on a et on aura encore et toujours le zapping politique conjugué à l'impuissance du politique.** Cette impuissance est la conséquence de la consommation idéologique du produit politique. On change vite de marque de produit si l'ancienne ne satisfait pas. Le problème dans nos démocraties est d'autant plus grave que ceux qui monopolisent le marché politique proposent les mêmes produits derrière des marques différentes, inefficaces, conséquences des mêmes postures idéologiques...

La politique, avant d'être une gestion ou une technique, est une recherche du bien commun dans les solutions concrètes à apporter aux problèmes de notre temps qui sont les problèmes des populations. Elle est architectonique. En vue du bien commun, elle organise les volontés. La politique consiste à orienter les intérêts particuliers vers l'intérêt général via l'État. Et ce, pour faire face aux difficultés d'un pays ou de plusieurs pays organisés au sein d'une Union dans l'intérêt des différentes nations. La politique ne peut aller contre les intérêts légitimes des citoyens d'un pays organisé au sein d'une Nation, sinon elle perd toute légitimité.

La politique de la France doit servir les Français, mais l'intérêt des Français ou d'une nation doit savoir s'organiser au sein d'une communauté. La coopération au sein d'une communauté doit préserver nos biens communs nationaux. La subsidiarité doit donc toujours guider l'organisation des pouvoirs publics, de la base au sommet, selon la hiérarchie des biens communs. **La délégation de souveraineté - car il ne peut y avoir abandon de souveraineté d'un corps politique - doit toujours servir les populations, sinon cette délégation n'est pas légitime.** Si les politiciens d'un parti, même majoritaire, ou les agents d'une libre Union perdent cette dimension de service, tôt ou tard, ils seront illégitimes et rejetés. Leur pouvoir, s'il se maintient par des pratiques alors purement formelles devient, de fait, une tyrannie ou une dictature.

Cette situation tient au positionnement idéologique actuel en politique. Il se fait uniquement par rapport à l'adversaire politique, par exemple la droite par rapport à la gauche et réciproquement. Exister uniquement par rapport à un autre, sans se préoccuper de la réalité et de son être propre et commun, c'est le propre de l'aliénation. Cette politique est l'aboutissement des idéologies des XIX^e et XX^e siècles et plus particulièrement du subjectivisme - le sujet s'identifiant uniquement par rapport à l'autre sans passage à la vérité de son être propre qui est aussi un être donné. La politique finit alors en spectacle formel pour des figurants appelés à donner l'illusion d'être encore un peuple.

Mais la réalité subsiste et évolue, elle se moque de ces pratiques idéologiques. La crise s'accroît et atteint alors son paroxysme, d'autant plus qu'on l'ignore dans les faits car on a perdu toute maîtrise de la réalité. C'est ce que nous devons éviter à tout prix si nous voulons faire de la politique autrement et préparer une sortie de crise pour notre pays et pour notre civilisation.